

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'ARCEY (25022)



Envoyé en préfecture le 10/07/2025

Reçu en préfecture le 10/07/2025

Publié le 10/07/2025

ID : 025-212500227-20250709-DCM26_25-DE



PIECE N°1.5 – RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Prescrit par délibération du : 01/07/2013

Arrêté par délibération du : ..09/07/2025.

DATE ET VISA

DOSSIER D'ARRÊT

ARCEY le 11 JUL. 2025

Le Maire
Michaël HUGONOT



Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Résumé non technique de l'évaluation environnementale

CONTEXTE INTRODUCTIF

Le résumé non technique a pour vocation de synthétiser les grands volets de la révision du PLU et de retranscrire la manière dont s'est déroulée l'évaluation environnementale.

Cette procédure vise à intégrer les enjeux environnementaux à toutes les étapes d'élaboration du document, de l'élaboration des enjeux au sein du diagnostic, traduits au sein du projet politique (PADD – Projet d'Aménagement et de Développement Durables), jusqu'aux traductions réglementaires (zonage, règlement, orientations d'aménagement et de programmation). Elle permet ainsi d'ajuster le projet tout au long de la procédure dans un souci permanent du moindre impact environnemental.

L'évaluation environnementale du document d'urbanisme s'est traduite par une prise en compte accrue des sensibilités environnementales du territoire dans le projet communal. Les élus et l'urbaniste missionné pour les accompagner ont été assistés par un bureau d'études spécialisé en environnement qui a réalisé un diagnostic fin du territoire. Cet état initial de l'environnement a permis de dégager les grands enjeux du territoire, qui ont servi de base pour l'établissement du projet communal. L'intervention d'un environnementaliste indépendant a également permis de réajuster le projet lorsque l'impact pressenti était trop fort.

L'évaluation environnementale est en effet guidée par un principe : éviter-réduire-compenser. Il s'agit dans un premier temps d'éviter toute incidence du projet sur l'environnement et lorsque l'évitement n'est pas possible, des mesures doivent être mises en œuvre pour réduire l'impact. La compensation reste exceptionnelle, elle est mise en place lorsque l'impact n'a pu être évité et qu'il reste un impact significatif sur l'environnement malgré les mesures mises en place.

OBJET ET CONTEXTE DE L'ÉTUDE.

L'évaluation environnementale porte sur la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Arcey, prescrite par délibération du 01/07/2013.

L'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme vise à intégrer l'environnement à toutes les étapes d'élaboration du document, de l'élaboration du projet aux traductions réglementaires. Elle permet ainsi d'ajuster le projet tout au long de la procédure dans un souci permanent du moindre impact environnemental.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est intégrée aux articles L104-4 à L104-8 et R104-1 à R104-33 du code de l'urbanisme. La procédure d'évaluation environnementale fait l'objet des articles L104-6 à L104-8 et R104-21 à R104-33 du même code, tandis que le contenu du rapport environnemental est précisé à l'article R 151-3 pour les PLU.

On notera la difficulté liée à la période de mise en œuvre de la révision, laquelle a été lancée par délibération du 01/07/2013 et qui a souffert de plusieurs pauses liées à des changements successifs de bureau d'études, l'évolution du contexte supra-communal (SCOT et loi Climat et résilience). À ce titre, le bureau d'études DORGAT (en charge de la rédaction du dossier d'arrêt), n'a été missionné qu'en juin 2023 et a été chargé de reprendre le dossier dans sa version finalisée. Cette reprise a nécessité de questionner la mise à jour des rapports, de relancer la phase de concertation et d'association des personnes publiques associées et d'intégrer les enjeux liés à la nécessaire traduction de la trajectoire de modération de la consommation de l'espace.

AUTEURS DES ÉTUDES

Entité décisionnaire : Conseil Municipal d'Arcey

Bureau d'études assistant à maîtrise d'ouvrage : cabinet DORGAT (Droit Développement et Organisation des Territoires), situé au 3 avenue de la découverte – 21000 DIJON – Tel : 03.80.73.05.90 – dorgat@dorgat.fr.
Personnes chargées du dossier : Laëtitia REMONDINI, urbaniste associée (expérience de 16 années dans la planification urbaine et sur plusieurs dizaines de Plans Locaux d'Urbanisme).

Bureau d'études chargé du volet environnemental dont l'évaluation environnementale : bureau d'environnement SCIENCES ENVIRONNEMENT à Besançon. Les prospections de terrain, les préconisations et les rédactions ont été réalisées par Julie Viricelle.

QUELLES SONT LES ÉTAPES DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ?

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui s'effectue tout au long de la procédure.

① La première étape de l'évaluation consiste à définir les grands enjeux environnementaux du territoire auxquels le projet doit répondre, sur la base des données bibliographiques existantes, de témoignages locaux et de visites de terrain. Ensuite une prospection générale de terrain de l'ensemble de la commune a été menée sur plusieurs demi-journées à plusieurs dates clés de la procédure d'élaboration (été, hiver, printemps) avec un ciblage particulier sur les zones de développement. Pour la faune, seules des méthodes d'observations visuelles ont été mises en œuvre. Les échanges avec le maître d'ouvrage ont eu lieu par le biais de nombreuses réunions avec le Conseil Municipal mais aussi par les procédés usuels téléphoniques et écrits. Ce travail a été réalisé par un ingénieur environnement spécialisé en écologie. Il a abouti à la définition de plusieurs enjeux et recommandations sur le territoire, détaillés au titre de **l'état initial de l'environnement**.

② Par la suite, les enjeux (notamment environnementaux) ont été traduits au sein PADD (**Projet d'Aménagement et de Développement Durables**) au travers de plusieurs orientations en faveur notamment de la préservation de la ressource en eau, de la biodiversité et des paysages. Le PADD est la pierre angulaire du PLU et toutes les prescriptions édictées dans le document devront s'inscrire en cohérence avec les orientations identifiées.

Le PADD a fait l'objet d'un débat au sein du conseil municipal en date du 19/12/2024, un an et demi après la reprise de la mission par le cabinet DORGAT. Plusieurs versions initiales du PADD avaient été proposées par les bureaux d'études précédents et amendées successivement. Celle reprise par le bureau d'études DORGAT correspond au travail réalisé par les élus et les cabinets précédents mais questionne tous les enjeux de modération désormais imposés par la Loi Climat et résilience depuis août 2021.

③ Les orientations du PADD ont par la suite été déclinées dans les **pièces réglementaires** (règlement, orientations d'aménagement et de programmation et plans graphiques) via une réglementation adaptée aux enjeux identifiés. Un travail préalable, basé sur les conclusions des différents diagnostics et des résultats de la mise en application du PLU actuellement en vigueur, a tout de même été présenté en parallèle de l'élaboration des orientations du PADD afin d'aider les élus à mieux appréhender les orientations définies.

Les prescriptions permettent ainsi la préservation des milieux les plus sensibles d'un point de vue écologique, environnementale en les classant en zone naturelle ou agricole. Et le règlement identifie et protège spécifiquement certains éléments remarquables du patrimoine naturel et paysager. Les missions ont également été ponctuées par les démarches de concertation organisées par les élus :

Plusieurs réunions de travail avec les personnes publiques associées ont été organisées avant la reprise de la mission en 2023, toutefois comme la reprise de la mission permet de questionner les

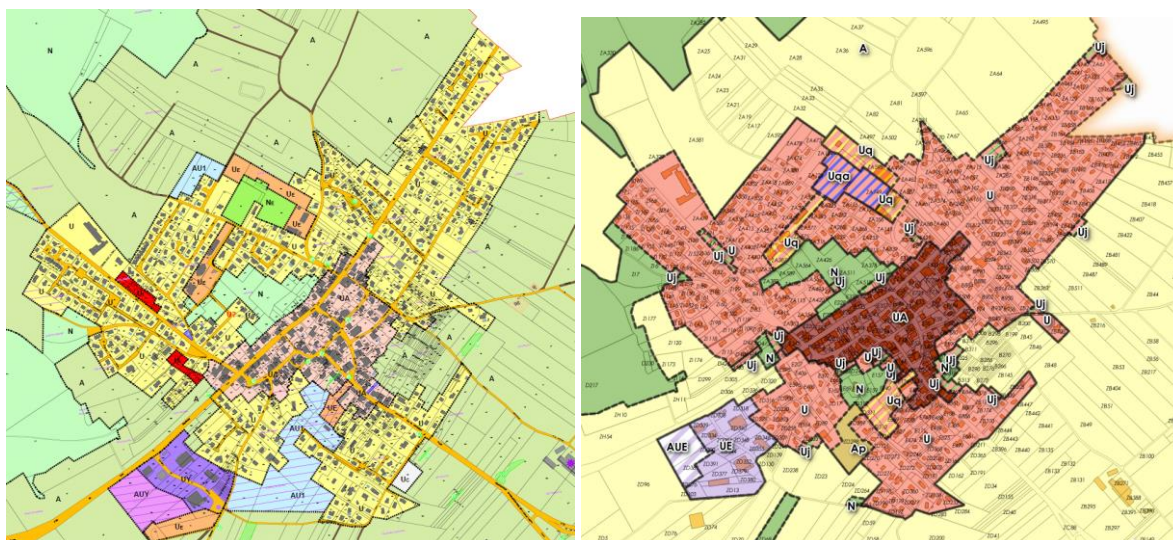
enjeux face au nouveau contexte réglementaire, le projet de PLU a fait l'objet d'une reprise générale présentée en séances de septembre 2023 (réunion SCOT/DDT), novembre 2024 (réunion SCOT/DDT), juin 2025 (réunion PPA sur les traductions réglementaires). Il a également été transmis aux personnes publiques associées à l'appui de la délibération prévoyant la mise en œuvre du contenu modernisé pris en cours le 1^{er} juillet 2023. La version initiale du PLU (dans sa version post arrêt) avait été présentée par le précédent bureau d'études aux personnes publiques associées courant novembre 2020, cette dernière prévoyait une enveloppe de consommation de 9 hectares jugée incompatible avec celle encadrée par le SCOT (7.5 hectares).

Les pièces réglementaires ont été transmises au fur et à mesure de leur élaboration afin de pouvoir anticiper les incidences sur l'environnement.

④ **L'avant-projet complet** a par la suite été analysé en dernière phase par le bureau d'études pour évaluer les incidences finales du document sur l'environnement. Cette version d'arrêt comprend :

- les remarques émises par les personnes publiques associées invitées à se prononcer sur le projet de PLU dans le cadre de dernière réunion de travail (en juin 2025).
- les demandes d'ajustements mises en avant dans le cadre du bilan de la concertation qui a été approuvé en conseil municipal en mars 2025.

Figurent ci-dessous les deux cartes de zonage dans leur version avant et après la reprise de la procédure par le bureau d'étude DORGAT et la traduction des orientations du SCOT et de la Loi Climat et résilience :



Les principaux ajustements portent sur la réduction de la zone de développement de l'habitat initialement actée au sud du bourg et qui a dû être réduite pour traduire les objectifs de modération et la cohérence avec les orientations du SCOT en matière de consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

⑤ **L'avant-projet prêt à être approuvé** pourra encore faire l'objet d'ajustement pour répondre aux remarques des personnes publiques associées et des conclusions du commissaire enquêteur. Ces dernières seront alors mises en évidence dans le présent résumé non technique.

MÉTHODOLOGIE D'ÉTUDE ET ASSOCIATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est une démarche qui contribue au développement durable des territoires. Le fait d'interroger l'opportunité des décisions d'aménagement en amont de la réalisation des projets s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix.

À l'échelle d'un PLU, l'évaluation environnementale s'intéresse à l'ensemble des potentialités ou décisions d'aménagement concernant le territoire, et donc à la somme de leurs incidences environnementales. Cette démarche est par elle-même vertueuse à l'égard de l'environnement et permet d'accroître le degré de prise en compte de ce dernier dans le PLU.

Pour la traduction de la démarche d'évaluation environnementale dans le rapport, il a été choisi de créer des parties distinctes : l'état initial de l'environnement, les choix retenus et l'évaluation des incidences sont ainsi clairement distinguées, tout en évitant autant que possible de créer des redondances avec le reste du rapport de présentation qui traitent de certains sujets attendus par l'article R 151-3 du Code de l'urbanisme.

Depuis la reprise de la mission en juin 2023, les personnes publiques ont été associées à une réunion de présentation courant novembre 2024. Le projet a également été présenté à la population lors d'une réunion publique courant janvier 2025, ainsi que par la mise à disposition des études au fur et à mesure de leur réalisation.

Avant la réunion publique organisée par le cabinet DORGAT, plusieurs versions du dossier de PLU ont été mises à disposition de la population en mairie. Les habitants ont été conviés à consulter ce dossier et à formuler leurs remarques éventuelles dans le registre de concertation tenu à cet effet. La version d'avant-projet datée de décembre 2024 a été mise à disposition des habitants (via publication et affichage d'avis) jusqu'à la clôture de la concertation en mars 2025 afin de leur permettre d'analyser et de transmettre leurs remarques.

À noter que cette version ne constitue pas nécessairement la version qui sera approuvée car elle pourra faire l'objet d'adaptation en fonction des remarques émises dans le cadre de l'association des personnes publiques associées et de l'enquête publique.

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENJEUX IDENTIFIÉS, ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU ET MESURES MISES EN PLACE POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT.

Le PLU est particulièrement vertueux en matière d'artificialisation des sols puisqu'il est basé en grande partie sur le renouvellement urbain. Les quelques espaces libres offrent une capacité de logements permettant de répondre en partie aux besoins. Quelques zones (d'une emprise limitée) sont programmées dans l'emprise actuelle du bourg pour répondre à l'ensemble des besoins actés en matière de développement démographique.

Mais le PLU ne consiste pas seulement à définir des zones constructibles, il permet également de réglementer les espaces agricoles et naturels et de définir des orientations en faveur de la biodiversité et de la protection du paysage. Le PLU préserve ainsi les massifs forestiers, les milieux humides, les prairies et les corridors écologiques du territoire. Il fixe des règles pour limiter l'imperméabilisation des sols, gérer les eaux pluviales et favoriser la végétalisation des zones urbanisées et à urbaniser. Il a également un rôle d'information sur les risques naturels, sur la réglementation et les doctrines qui permettent de limiter les risques pour la population.

L'évaluation environnementale conclut au final sur un impact faible du PLU sur l'environnement.

Enjeux	Niveau de l'enjeu	Prise en compte	Incidence	Mesure corrective
Protéger la ressource en eau potable				
Assurer la cohérence entre les projets d'aménagements du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau	Fort	<p>Obligation de raccordement en termes de réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement</p> <p>Traduction des mesures de gestion des eaux pluviales avec recueil préalable imposé au sein du règlement pour réduire les pressions sur la ressource</p> <p>Les orientations mettent en place trois principes d'aménagements permettant la prise en compte et le maintien des cheminements des eaux pluviales en surfaces, l'apport ponctuel dans des micro-zones d'infiltration (noues, espaces verts en creux, jardins de pluie, parking, toiture ou parvis végétalisés), et la récupération et la valorisation des eaux de pluies.</p>	Faible	Non
Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et la maintien à long terme du bon état des eaux	Modéré	<p>Préservation des puits de captage via leur classement en zone naturelle ou agricole protégée</p> <p>Mesures en faveur de la lutte contre les pollutions des sols (encadrement des dépôts, gestion des activités admises)</p> <p>Interdire le rejet des eaux pluviales au sein des dolines</p> <p>Le règlement interdit également l'évacuation des eaux usées dans les fossés, cours d'eau, source ou égouts d'eaux pluviales et impose une obligation de raccordement des constructions nouvelles.</p> <p>Les orientations rappellent que la maîtrise du cycle de l'eau sur un territoire doit être intégrée dans les réflexions préalables à tout aménagement et ce afin de répondre à plusieurs objectifs dont celui de limiter les pollutions des sols et des milieux dues aux eaux de ruissellement.</p>	Faible	Non
Éviter, réduire, compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Faible	<p>Mise en place d'une marge de recul au sein de la zone AUE propice au développement d'une strate végétale et à la gestion des eaux pluviales</p> <p>Les OAP prévoient de questionner le reperméabilisation des secteurs de requalification urbaine et questionnent plus globalement les objectifs de désimpermeabilisation</p>	Faible	Non
Agir sur les capacité d'écoulement	Faible	<p>Le règlement impose un coefficient des sols et un pourcentage de pleine terre permettant de traduire les objectifs de limitation de l'imperméabilisation des sols et de gestion des eaux pluviales</p> <p>Les affouillements et exhaussements de sols sont encadrés et limités en zone A et N (notamment en termes de hauteur)</p> <p>Préservation des éléments végétalisés au sein du règlement, des secteurs de nature en ville et des haies</p> <p>Les plans graphiques répertorient les sources et mares à protéger pour lesquelles le règlement impose un principe de</p>	Faible	Non

		préservation, interdit le comblement et toute évacuation d'eau pluviale Les OAP rappellent les mesures visant à préserver le végétal		
Protéger les milieux humides				
Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence Eviter-réduire-compenser	Fort	Le règlement impose de conduire la séquence éviter /réduire / compenser Le règlement impose également de prévoir la restauration de zone humide altérée à hauteur de 200% conformément au SDAGE	Faible	Non
Préserver, valoriser, restaurer et les gérer les zones humides	Modéré	Pas d'OAP propres à la préservation des milieux humides, mais tous les enjeux évoqués au titre des objectifs de gestion des eaux pluviales y contribuent Identification des milieux humides sur les plans graphiques et stricte protection sauf pour les besoins de gestion ou valorisation des milieux Questionnement des milieux humides identifiés par le SAGE	Faible	Rappeler la séquence ERC au sein de l'orientation 4.3 du PADD
Protéger les continuités écologiques				
Préserver le réseaux de haies ainsi que le réseau forestier	Modéré	Complétude du réseau de haie au droit de certains secteurs de développement, notamment ceux situés en franges urbaines Identification du réseau de haie au titre du L.151-23 CU Classement du réseau forestier en zone naturelle et identification d'une marge inconstructible le long des lisières Identification de secteur de nature en ville au sein des plans graphiques (L.151-12 CU) permettant le maintien de corridors écologiques en pas japonais	Faible	Non
Préserver les réseaux écologiques identifiés sur le territoire	Fort	Identification des mares et secteurs de nature en ville au titre du L.151-23 CU Classement des réservoirs de biodiversité au sein des zones naturelles ou agricoles protégées Identification des corridors et de leur faisceaux au sein des OAP avec un principe d'encadrement des constructions	Faible	Améliorer la cohérence entre le secteur Aenr et le corridor identifié au sud
		Mesures complémentaires Rappel des dispositions du Code Civil en matière d'implantation des plantations et obligation de maintenir les plantations existantes sur toutes les zones réglementaires Reporter des murs et murgers de pierres sèches (élément linéaire protégé au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme) avec obligation de préservation ou de restauration à l'identique. À titre exceptionnel des aménagements peuvent être réalisés lors de contraintes techniques justifiées. Encadrer les constructions isolées au sein des terres agricoles et naturelles (propices aux corridors écologiques) via leur recensement exhaustif sur les plans graphiques. Imposer pour toutes les zones le nécessaire principe de préservation ou de		

		<p>remplacement des plantations existantes en quantité équivalente en cas d'arrachage</p> <p>Les OAP prévoient la transparence des clôtures, la gestion de la trame noire et la prise en compte de la faune dans le bâti existant (éviter les périodes de nidification, encadrer les politiques de réhabilitation des bâtiments, favoriser la pose d'abris pour animaux)</p> <p>Imposer au titre des OAP des aménagements végétalisés pour les constructions implantées en zone agricole</p> <p>Encadrer au titre du règlement les constructions isolées existantes et leur possible développement</p>		
Protéger les réservoirs de biodiversité				
Utiliser des espèces indigènes afin d'éviter les haies opaques monospécifiques et constituées d'essences exotiques	Faible	<p>Compositions des haies encadrée dans le règlement et gérer également au titre des orientations d'aménagement qui prévoient plusieurs strates, une diversité d'essence locales et non indigènes et adaptées au climat.</p> <p>Les OAP recommandent la plantation de nouvelles haies au sein des terres agricoles</p> <p>Les OAP prévoient de lutter contre les espèces envahissantes et allergisantes</p> <p>Identification des vergers au sein des zones naturelles ou des éléments à préserver (linéaire de haie)</p>	Faible	Améliorer la prise en compte des vergers
		<p>Mesures complémentaires</p> <p>Préservation des haies avec des mesures de composition différentes en fonction de leur classement au sein des zones</p> <p>Préservation des pelouses sèches au titre des OAP et préconisation d'une étude écologique préalable à tout aménagement.</p> <p>Classement des pelouses sèches au sein des zones naturelles ou de carrière (conformément au périmètre arrêté par arrêté préfectoral)</p> <p>Des OAP qui prévoient de préserver le végétal sur le tout le territoire avec un classement des réservoirs en zone naturelle ou agricole protégée</p> <p>Préservation des lisières forestières et aucun réservoir n'est recensé dans les secteurs de développement</p> <p>Au sein des zones Agricoles et Naturelles, le règlement impose que les constructions et occupations ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages</p>		
Protéger les espèces remarquables				
Pas d'enjeu spécifique identifié	Faible	<p>Les OAP ne prévoient pas d'orientation spécifique propre aux espèces remarquables, mais celles mises en place pour préserver la biodiversité leur sont favorables.</p> <p>La commune a institué le permis de démolir sur l'ensemble de son territoire afin de prévenir les atteintes éventuelles portées sur le petit patrimoine susceptible d'abriter des espèces.</p>	Faible	Non

Prendre en compte le risque inondation				
Réduire la vulnérabilité des territoires et des personnes face aux risques	Fort	<p>Prise en compte des secteurs inondables via un classement en zone non constructible (pour les secteurs non aménagés) ou l'encadrement des constructions dans les secteurs existants (pas de nouvelle construction d'habitat, de sous-sols, remblais à éviter et réhausse du niveau de plancher)</p> <p>Les OAP rappellent que la maîtrise du cycle de l'eau doit être intégrée dans les réflexions préalables à tout aménagement et ce afin de mieux intégrer les risques d'inondation associés aux pluies et aux remontées de nappe</p>	Faible	Non
Préserver les champs d'expansion des crues	Modéré	Secteur de champs classés en zone naturelle au sein de laquelle les affouillements et exhaussements de sols sont encadrés	Faible	Non
Éviter les remblais en zone inondable et limiter le ruissellement à la source	Faible	<p>Traduction réglementaires qui imposent d'éviter les remblais en zone inondable</p> <p>Coefficient de plein terre en vue de limiter l'imperméabilisation des sols</p> <p>Mesure en faveur de la gestion des eaux pluviales qui encadrent les mesures propices à la limitation du ruissellement (gestion des eaux pluviales à la parcelle, coefficient d'espace vert non imperméabilisé, recueil des eaux pluviales et rejet dans les réseaux ou le milieu naturel en débit limité).</p> <p>Préservation de la végétation existante ou compensation équivalente en cas d'arrachage (sauf au sein des secteurs de nature en ville où les plantations sont protégées)</p> <p>Les OAP qui contribuent au développement de la végétation à travers plusieurs thématiques transversales (lutte contre le réchauffement climatique, continuité écologique, gestion des eaux pluviales...)</p> <p>Des OAP qui prévoient de déconnecter les eaux pluviales des réseaux et les diriger vers les espaces verts, réduire l'impact des pluies plus fortes sur les réseaux en tamponnant et en stockant et à anticiper la gestion des eaux pluviales dès que possible dans le projet</p>	Faible	Non
Préserver les zones humides qui constituent des zones de rétention des eaux de ruissellement	Modéré	Report des milieux humides sur les plans graphiques et traduction des objectifs de préservation et de la séquences Éviter / Réduire / Compenser	Faible	Identifier le point d'eau présent au sud du territoire
		<p>Mesures complémentaires :</p> <p>Des OAP qui prévoient de profiter des projets de requalification pour reperméabiliser les sols et qui encouragent à la désimperméabilisation de manière générale</p> <p>Les OAP imposent que 50% sur surfaces de stationnement supérieures ou égales à 10 places intègrent des revêtements de surface favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales</p>		
Prendre en compte les autres risques				

Préserver les dépressions karstiques de toute urbanisation et y proscrire tout remblaiement	Modéré	Repérage des dépressions et dolines identifiées sur les plans graphiques au titre de l'article L.151-23 Pas de zone de développement sur les dolines si ce n'est 3 qui n'ont pu être évitées et qui font l'objet d'un périmètre de recul inconstructible Remblaiement / comblement et rejet des eaux pluviales interdits au sein des dolines identifiées	Faible	Non
Soumettre les aménagements réalisés dans les secteurs de glissement de terrain et aléa/retrait des argiles à la réalisation d'une étude géotechnique préalable	Faible	Report des risques sur les plans graphiques et mise en place de mesures préventives réglementaires pour encadrer leur constructibilité Limitation du développement au sein des zones à risque, seuls quelques secteurs au sein de la trame urbaine sont touchés Conseil de procéder à une étude de sol au sein des secteurs à risques	Faible	Non
		Mesures complémentaires : Identification de l'ancienne décharge et classement en zone naturelle non constructible Rappel des zones de danger liées au pipeline et aux lignes haute tension et mesure d'évitement de ces zones puisque seuls quelques espaces interstitiels présents dans le bourg restent concernés par de possibles constructions Prise en compte des risques de feu de forêt et de chute des arbres via l'institution d'une marge de recul le long des lisières forestières Prise en compte des risques sonores via un développement urbain limité à la trame existante sans extension d'habitat le long de la départementale Traduction des objectifs de gestion des eaux pluviales et de limitation de l'imperméabilisation des sols		

UN DOCUMENT D'URBANISME COMPATIBLE AVEC LES NORMES SUPÉRIEURES

L'analyse des orientations et incidences du Plan Local Urbanisme met en avant que le projet est compatible avec les normes supérieures applicables :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) du Doubs Central approuvé le 01/12/2016
- Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Bourgogne-Franche-Comté (SRADDET Ici 2050), approuvé le 16/12/2020, lequel traduit les orientations du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)
- Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)
- Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) approuvé le 28/0/2019
- Le plan de gestion des risques d'inondation (PGI) arrêté le 21/03/2022

UN DOCUMENT D'URBANISME QUI POURRA ÉVOLUER SI LES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX NE SONT PAS ATTEINTS

L'évaluation environnementale du document d'urbanisme consiste également à définir des indicateurs qui ont pour objectifs le suivi de la mise en œuvre du document d'urbanisme. Les indicateurs environnementaux concernent l'impact sur la ressource en eau, les atteintes éventuelles portées au patrimoine naturel et au patrimoine bâti, les indicateurs locaux d'émissions de gaz à effet de serre et de consommations énergétique, et le cas échéant les plaintes de riverains ou les sinistres enregistrés suite à des nuisances ou des catastrophes naturelles. Ces indicateurs doivent permettre de détecter d'éventuelles incidences négatives non attendues afin de les corriger, et de suivre l'état du territoire en vue d'une prochaine évolution du PLU.

Le PLU fera l'objet d'un suivi dans le temps pour :

- Vérifier si les objectifs environnementaux fixés par le PLU sont effectivement atteints et de quantifier l'évolution de leur état notamment dans le cadre du bilan devant être effectué tous les 6 ans ;
- S'assurer que l'environnement ne connaît pas une dégradation de son état, et ce, grâce à la mise en œuvre de mesures d'intégration environnementales des projets.

Pour mettre en place ce suivi, des indicateurs de suivi sont proposés :

NB : L'amélioration ou la dégradation d'un indicateur ne permet pas toujours de conclure sur l'efficacité du PLU car certains indicateurs reflètent un contexte général qui dépasse le champ d'action d'un document d'urbanisme mais elle interrogera sur les raisons de cette amélioration / dégradation et sur les liens possibles avec le document d'urbanisme.

Indicateurs environnementaux :

Sujet	Enjeu	Indicateur	Producteur des données	Périodicité
Sols/qualité de l'air	Intégrer l'enjeu de la recherche de baisse des émissions de gaz à effet de serre dans la réflexion sur le projet d'aménagement	Évolution des indicateurs de la qualité de l'air	OPTEER	5 ans
Risques naturels	Éviter d'exposer de nouvelles populations aux risques connus, Adapter les constructions au retrait-gonflement des argiles, Respecter la réglementation (SDAGE) et les préconisations liées aux différents risques naturels, Préserver les dolines de l'urbanisation et du remblaiement, Prendre des mesures visant à limiter les risques naturels : limiter l'imperméabilisation, notamment en amont du village pour limiter le ruissellement, préserver les milieux humides, maintenir les boisements en milieux ouverts (linéaires de haies, arbres isolés, etc.)	Nombres d'arrêtés catastrophes naturelles / plainte des riverains Évolution des surfaces végétalisées au sein du tissu urbain (limitation du ruissellement) Évolution de la superficie des milieux humides et état de conservation	Géorisques Arrêtés préfectoraux Commune Observations de terrain	5 ans
Ressource en eau	Intégrer les différents objectifs des documents de gestion de la ressource en eau : gestion durable (en quantité et qualité de la ressource en eau), limiter l'imperméabilisation de sols, etc. Préserver les éléments naturels pour leur rôle hydraulique : les sources, les milieux humides, les linéaires de haies, les cavités souterraines, etc. qui participent à l'atténuation des	Suivi de l'état écologique, quantitatif et chimique des masses d'eau	SDAGE	5 ans

	<p>phénomènes climatiques (ombrage, stockage des eaux, ralentissement des crues, etc.),</p> <p>Limiter les incidences quantitatives de l'extension urbaine : encourager les dispositifs de récupération des eaux pluviales et d'infiltration dans le sol si la nature du sol le permet, minimiser l'imperméabilisation des sols en favorisant les matériaux drainants ou la végétalisation des espaces libres</p> <p>Limiter les incidences qualitatives de l'extension urbaine : s'assurer de la cohérence du projet avec les capacités d'épuration en place, envisager un projet compatible avec la capacité de la ressource en eau, etc.</p> <p>S'assurer de la cohérence du projet avec les périmètres de protection de captages et la sensibilité de la ressource en eau,</p>			
Milieus naturels	<p>Préserver les milieux humides et leurs abords pour leur rôle écologique et les services qu'ils rendent à l'homme,</p> <p>Préserver les habitats sensibles et/ou en raréfaction : les milieux humides, les pelouses, les linéaires de haies... et encourager les pratiques extensives sur les milieux sensibles,</p> <p>Limiter au maximum l'expansion des espèces exotiques envahissantes,</p> <p>Préserver, protéger et encourager la « nature en ville » : conserver des espaces verts, arbres isolés, vergers, jardins, alignements d'arbres, bosquets, etc. pour leur rôle écologique et paysager, et conditionner certaines constructions à l'accompagnement d'un aménagement végétalisé, notamment au sein des milieux naturels et agricoles.</p> <p>Limiter les espèces allergisantes et urticantes pour les plantations de clôtures végétalisées au sein du tissu urbain (thuyas, cyprès), ainsi que les espèces exotiques de type bambous, cotonéasters et lauriers qui donnent lieu à la mise en place de haies opaques et monospécifiques, appauvrissant la biodiversité intra-urbaine.</p> <p>Optimiser la cohabitation avec la biodiversité : envisager des règles favorables à la faune telles que la perméabilité de clôture, l'usage d'essence locales et protéger la trame noire : favoriser la baisse ou l'absence des éclairages publics nocturnes sources de pollution lumineuse.</p> <p>Limiter l'artificialisation des surfaces lorsque cela est possible (espaces</p>	<p>Évolution de la superficie boisée</p> <p>Suivi de la mise en place d'abris au sein du bâti (nichoirs...)</p> <p>Évolution de la fonctionnalité des clôtures pour la petite faune</p> <p>Évolution de la superficie des milieux humides et état de conservation</p> <p>Évolution du nombre d'espèces exotiques envahissantes connu sur la commune</p> <p>Évolution du nombre de construction au sein des corridors écologiques</p>	Commune Observations de terrain	5 ans

	<p>libres au sein du bâti, chemins agricoles, etc.), voire désimperméabiliser l'existant. Prévoir des modalités d'aménagement aux espaces non circulés (être favorables à la biodiversité, viser la participation au confort climatique, etc.)</p> <p>Préserver les massifs forestiers : maintenir ces espaces, leurs lisières et leurs abords immédiats et les préserver de l'urbanisation, encourager les espèces locales pour les plantations et adaptées aux évolutions climatiques,</p> <p>Maintenir voire renforcer les composantes de la Trame verte et bleue (corridors, mosaïques paysagères, éléments structurants : haies, etc.) au sein des espaces « naturels » et du village. Des opérations de réouverture de milieux peuvent également être encouragées (pelouses enfrichées, etc.).</p>			
Paysage naturel	<p>Respecter la diversité des espèces arborées et utiliser des espèces locales dans les travaux d'aménagement,</p> <p>Maintenir les entités paysagères du territoire,</p> <p>Préserver les éléments fixes ou identitaires (haies, bosquets, arbres remarquables, alignements d'arbres,...), encourager leur maintien et/ou la restauration,</p> <p>Maintenir la trame végétale au sein du bâti et des espaces naturels et agricoles, la conforter, la renforcer.</p>	<p>Évolution du petit patrimoine protégé</p> <p>Évolution des éléments structurants du paysage naturel (surface milieux humides, longueur de linéaires de haie, nombre de mares, etc.)</p>	Commune Observations de terrain	5 ans

Envoyé en préfecture le 10/07/2025

Reçu en préfecture le 10/07/2025

Publié le 10/07/2025

ID : 025-212500227-20250709-DCM26_25-DE

